

BANGLADESH

Attaque à la grenade contre un parti d'opposition

Index AI : ASA 13/001/2005

ÉFAI

Vendredi 28 janvier 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La dernière attaque à la grenade d'un rassemblement d'un parti d'opposition s'inscrit dans le cadre d'une série d'attaques violentes menées contre la direction de ce parti et l'incapacité du gouvernement à enquêter de façon approfondie sur les attaques précédentes est extrêmement préoccupante, a déclaré Amnesty International.

Cinq personnes, dont l'ancien ministre des Finances et principal dirigeant de la Ligue Awami Shah A.M.S Kibria, ont été tuées dans l'attaque à la grenade qui s'est produite lors d'un rassemblement dans le district de Habiganj, au nord-est de la capitale Dacca, le jeudi 27 janvier au soir. De nombreuses personnes ont été blessées.

Une autre attaque à la grenade dirigée contre la Ligue Awami s'était produite à Dacca le 21 août 2004 ; vingt-deux personnes avaient été tuées et des centaines d'autres blessées.

Amnesty International demande au gouvernement du Bangladesh d'enquêter de façon approfondie sur ces attaques et de traduire en justice les auteurs présumés. Un organisme indépendant du gouvernement devrait être mis en place, qui aurait pour mission d'enquêter sur la dernière attaque en date et pourrait également chercher à établir des liens avec les attaques précédentes. Il est d'une importance capitale que l'enquête soit menée par des personnes connues pour leur indépendance et leur impartialité, auxquelles les défenseurs des droits humains et l'opposition pourront faire confiance.

Dans le même temps, le gouvernement doit faire en sorte que tous les éléments de preuve en lien avec la dernière attaque soient conservés intacts. Tout organisme d'État ou agent de l'État dont la négligence pourrait avoir permis les attaques doit être tenu à l'écart de l'enquête et sans possibilité de l'influencer.

« Le gouvernement s'est montré incapable d'enquêter sur les attaques précédentes avec toute la rigueur et la détermination voulues, selon Catherine Baber. Tant que des enquêtes approfondies et impartiales n'auront pas été menées, on aura un manque certain de crédibilité et les coupables resteront à l'abri de la justice. »

Après l'attaque à la grenade du 21 août, le gouvernement avait ouvert une enquête judiciaire, mais son impartialité avait été mise en doute lorsque le Premier ministre, Begum Khaleda Zia,

avait annoncé, selon les propos qui lui ont été prêtés et avant que ne soient rendues les conclusions de l'enquête, que l'opposition avait peut-être organisé elle-même cette attaque afin de ternir l'image du gouvernement.

Bien que le juge chargé de l'enquête ait remis le 2 octobre aux autorités ses conclusions sur l'attaque à la grenade du mois d'août, le gouvernement n'a pas rendu public le contenu de ce rapport et n'a pas annoncé de mesure en réponse. La Ligue Awami, en tant que victime, n'a été informée d'aucune mesure prise par le gouvernement. Le juge chargé de l'enquête avait déclaré aux journalistes à l'époque qu'il avait identifié les auteurs de l'attaque et établi un lien avec des « *ennemis étrangers* » mais sans donner de précisions.

L'attaque d'aujourd'hui est un rappel fort de la vulnérabilité grandissante des hommes politiques d'opposition et du manque apparent de détermination de la part du gouvernement à assurer leur sécurité. Amnesty International demande aux plus hautes autorités du Bangladesh de condamner les attaques et de veiller à ce qu'aucune pression politique n'influence les résultats de l'enquête. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>